

Seul le discours prononcé fait foi

LUXEMBOURG

Intervention de S.A.R. le Grand-Duc Henri de Luxembourg

Rio+20
Conférence des Nations Unies sur le Développement durable

Rio de Janeiro, le 20 juin 2012

Statement by H.R.H. Grand Duke Henri of Luxembourg

Rio+20
United Nations Conference on Sustainable Development

Rio de Janeiro, June 20th, 2012

Candidat au Conseil de sécurité

2013-2014

Candidate for the Security Council

Madame la Présidente,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Il y a 20 ans, ici à Rio, les dirigeants du monde entier se sont entendus afin d'établir un plan ambitieux pour un avenir plus sûr, un avenir meilleur pour tous. Ceux-ci étaient venus à la conclusion que le moyen unique d'y parvenir était de s'affranchir du vieux modèle économique et d'en inventer un nouveau, un modèle basé sur la prise en compte des dimensions économiques, sociales et environnementales de la prospérité, en d'autres termes le modèle du «développement durable».

Depuis lors, et malgré les efforts entrepris, les défis auxquels nous devons faire face n'ont pas disparu, bien au contraire. Ils se posent à une échelle encore plus vaste et affectent de plus en plus de personnes, alors que la population mondiale a récemment dépassé les 7 milliards.

Aujourd'hui, Rio+20 nous donne une nouvelle occasion de travailler ensemble afin de façonner l'avenir que nous voulons et d'arriver ainsi à un développement et une croissance à la fois dynamique et durable, en tenant compte des aspirations de nos populations.

Madame la Présidente,

A Rio en 1992, tout comme à Johannesburg en 2002 lors du Sommet mondial, le Luxembourg s'est engagé à élaborer et à mettre en œuvre une politique de développement durable sur le plan national, ainsi qu'à participer activement aux efforts consentis dans ce domaine au niveau international.

Cet engagement s'est concrétisé par l'adoption d'un premier Plan national dans un cadre législatif approprié. Un deuxième Plan national a été adopté par le Gouvernement en 2010 et est actuellement en cours de mise en œuvre.

Le lien entre le développement durable et l'éradication de la pauvreté est évident à nos yeux. Nous nous sommes engagés ces 20 dernières années à agir en conséquence. Ainsi en 1992, le Premier Ministre du Luxembourg de l'époque, M. Jacques Santer, avait annoncé ici même que l'aide publique au développement du Luxembourg atteindrait 0,7% du Revenu National Brut d'ici l'an 2000. Cet engagement a été rempli. Depuis 2009, l'aide publique au développement du Luxembourg a même franchi le seuil de 1% du Revenu National Brut. Il y a quelques semaines, à l'occasion de son discours annuel sur l'état de la nation, le Premier Ministre M. Jean-Claude Juncker a confirmé ce chiffre également pour les années à venir.

L'aide publique au développement n'est toutefois pas le seul instrument par lequel le Luxembourg coopère avec ses partenaires dans le domaine du développement durable.

Soucieux de garantir l'additionnalité du financement de la lutte contre le changement climatique par rapport à l'aide publique au développement, le Luxembourg a décidé que son Fonds climat et énergie, alimenté par une taxe sur les carburants et initialement mis en place pour financer les mesures domestiques et les mécanismes de Kyoto, servirait également à aider les pays en développement à mettre en place des mesures d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique.

Notre volontarisme politique s'inscrit fermement dans une logique de respect des accords internationaux. Nous attachons ainsi une grande importance à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement établis en 2000 à l'horizon 2015. Il est essentiel, à nos yeux, de garantir cohérence et coordination entre le travail sur les objectifs en matière de développement durable, l'examen en 2013 des objectifs du Millénaire ainsi que le processus visant à élaborer un nouveau cadre au-delà de 2015.

Madame la Présidente,

Si le développement durable est une obligation, il est également une opportunité car il doit permettre de rendre les politiques plus efficaces.

Développement durable est synonyme d'une utilisation plus rationnelle des ressources. Ainsi, nous devons protéger les domaines essentiels tels que les océans, l'eau, l'air, les forêts, les sols et les écosystèmes. Et nous devons assurer un accès à l'énergie renouvelable pour tous.

Protéger les forêts nous semble à cet égard une priorité de toute première importance. Ce serait un signal fort, digne de Rio+20, si les gouvernements présents pouvaient s'engager à une déforestation zéro d'ici 2020 !

La même ambition doit nous guider pour les écosystèmes marins. Il faut assurer que d'ici 2020 nos océans soient propres, restent productifs et riches en biodiversité.

Le Luxembourg est d'avis que l'accès à l'eau potable est un droit pour chaque être humain et qu'il faut œuvrer pour assurer cet accès à chacun d'ici 2030 au plus tard.

Pour mener une politique en faveur du développement durable de manière efficace, il faut renforcer son cadre institutionnel en améliorant la coordination des trois dimensions à tous les niveaux, y compris au sein du système des Nations Unies. La mise en place d'une plateforme renforcée universelle en vue de définir l'agenda global pour l'environnement de manière cohérente et coordonnée nous semble à cet égard particulièrement importante.

Nous tenons à souligner l'importance de l'implication des citoyens dans la prise de décision. Rio + 20 doit constituer un jalon pour assurer un progrès substantiel en ce qui concerne l'implication de la société civile dans la gouvernance internationale.

Fort de la conviction qu'une participation publique contribue également à rendre les politiques plus efficaces, le Luxembourg a pris soin d'associer des représentants de la société civile à l'élaboration d'instruments de planification majeurs, tels que le Plan national pour un développement durable ou le Plan d'action en vue de la réduction des émissions de CO₂.

Madame la Présidente,

Ensemble, nous devons prendre nos responsabilités, nous ne pouvons plus vivre dans l'inconséquence.

Nous devons tout faire afin que nous laissons aux générations futures un monde dans lequel chacun pourra s'épanouir dans la paix et dans le respect. Cela ne pourra se faire que si notre terre fournit à toute personne et de manière durable les besoins essentiels pour qu'elle puisse enfin vivre dans la dignité.

Une personne sur cinq vit dans une extrême pauvreté. Cela n'est tout simplement pas acceptable.

La Conférence de Rio+20 doit donner un élan décisif dans ce sens.

Permettez-moi de conclure en citant un proverbe brésilien qui doit nous donner courage: « La bonne volonté raccourcit le chemin ».

Je vous remercie de votre attention.

Madam President,
Mr Secretary-General,
Excellencies,
Ladies and gentlemen,

Twenty years ago, right here in Rio, the leaders of the world agreed on an ambitious plan for a safer and better future for all. They had come to the conclusion that the only way to arrive at such a future was to emancipate themselves from a dying economic model and to invent a new one, based on respect for the economic, social and environmental dimensions of human prosperity, the model of "sustainable development".

Since then, and despite all the efforts that were undertaken, the challenges we have to face have not disappeared, quite the contrary. They appear on a much grander scale and affect more and more people, since the world's population has recently passed the seven billion mark.

Today, with Rio+20, a new chance is given to us in order to work together to create the future we want and to arrive at a model of development and growth, which are at the same time dynamic and sustainable, taking into account the aspirations of our peoples.

Madam President,

In 1992 in Rio, then in Johannesburg in 2002, at the World Summit on Sustainable Development, Luxembourg committed to elaborate and implement a national policy for sustainable development, as well as to participate actively in the efforts on the international level to this end.

This commitment was respected with the approval of a first National Plan and indicators for sustainable development, as well as with the definition of the appropriate legal framework. In 2010, the Government adopted the Second National Plan for Sustainable Development, which is currently being implemented.

In our mind, the link between sustainable development and poverty eradication is self-evident. Over the last 20 years, we have committed ourselves to act accordingly. Thus, in 1992, at the first Rio Conference, the then Prime Minister, Jacques Santer, announced that Luxembourg's Official Development Assistance would reach 0.7% of Gross National Income by the year 2000. This commitment was respected in due time and surpassed, as, since 2009, Luxembourg has crossed the threshold of giving 1% of its income for ODA. Only a few weeks ago, Prime Minister Jean-Claude Juncker, in his annual address to Parliament on the State of the Nation, confirmed Luxembourg's commitment to maintain its ODA at this level over the coming years.

Official development assistance is however not the only instrument in Luxembourg's toolbox for cooperation with its partners in the field of sustainable development.

Mindful of guaranteeing the additionality of climate change finance on top of its ODA, Luxembourg has decided that its Climate and Energy Fund, originally set up to finance domestic measures and the Kyoto mechanisms, could also serve to help developing countries to put into place measures for adaptation to, and mitigation of the effects of climate change. It is through this special fund, which is replenished by a tax on fossil fuels that Luxembourg contributes to the financing of fast start funding for climate change adaptation and mitigation measures in developing countries.

Our political will is firmly derived from our determination to respect international agreements. We thus attach great importance to the achievement of the Millennium Development Goals before the end of 2015. In our vision, it is essential to ensure coherence and coordination between the

work done on sustainable development goals, the review process of the Millennium Development Goals foreseen for 2013 and the process for elaborating a post-2015 development framework.

Madam President,

Sustainable development may be seen as an obligation, but it is also an opportunity. Implementing policies for sustainable development must also enable us to make all policies more effective and coherent.

We must appeal for a more rational use of resources. We must protect the global commons, which are essential for sustainable development; the oceans, the water, the air, the forests, the soils and all ecosystems. We must also prove our ability to ensure access to sustainable energy for all.

Protecting the earth's forests is of foremost importance. It would be a powerful signal, deserving of the spirit of Rio+20, if all Governments present here could commit to zero deforestation until 2020!

The same ambition must guide us for marine ecosystems. We must ensure that until 2020, our oceans become clean and remain productive and rich in biodiversity.

Luxembourg also believes that access to clean drinking water and sanitation is a human right: we must work to guarantee this access for everyone until 2030 at the very latest.

In order to implement effective policies for sustainable development, we must reinforce our institutional frameworks by improving coordination between the three dimensions of sustainable development at every level, including in the UN System. Putting into place a strengthened universal platform with a view to define the global agenda for the environment in a coherent and coordinated manner would thus seem of particular importance to us.

Participation by citizens in decision-making is another aspect of the institutional framework for sustainable development, the importance of which

we have to underline. Rio+20 must be a milestone to ensure substantial progress in the involvement of civil society in international governance.

Guided by the conviction that public participation makes policies more effective, Luxembourg has ensured that representatives of civil society have been associated in the elaboration of major planning instruments, such as the National Plan for Sustainable Development or the Action Plan for the reduction of CO₂ emissions.

Madam President,

Together, we must prove our readiness to accept mutual accountability. Together, we must become aware that we can no longer live as though our lives were without consequence. Together, we must work to give perspectives to future generations.

Rio+20 must provide a decisive push for our common journey towards sustainable development for all, to the future we want.

Allow me to conclude by quoting a Brazilian proverb, which may make us take heart: "Goodwill makes the road shorter".

Thank you for your attention.